

voir, la coalition gouvernementale n'a pas connu d'état de grâce et attend encore que soient réunies les conditions sociales d'un redressement des comptes économiques qui se joue pour l'essentiel en ville. La balle est dans le camp de l'USTN et des scolaires, principaux artisans de la Conférence nationale. Il n'est pas exclu que ceux-ci jouent l'intransigeance car l'ajustement, qui pourrait certes faciliter la gestion des finances publiques à court terme et semble inévitable de ce point de vue, n'aura guère d'incidence sur la fonction économique qui, durablement impartie au Niger

dans la sous-région, pourrait assurer sa croissance. Par ailleurs, une attitude conciliante envers le gouvernement, inaugurée par l'accord du 1^{er} octobre, ne serait pas aisément comprise par leur base (13).

Beaucoup d'incertitudes planent sur la jeune démocratie au Niger.

Emmanuel Grégoire
Pascal Labazée

(13) *La Tribune du peuple* parue le 5 octobre parlait du reste d'un « accord de la honte ».

Conflits locaux et stratégie de tension Nord-Kivu

AU début de 1993, des affrontements violents se sont déroulés dans la province du Nord-Kivu dans les zones du Masisi, de Walikale et de Rutshuru. Ces affrontements ont opposé des populations d'origine nyanga et hunde d'une part, à des populations hutus et tutsis d'autre part. Ces violences auraient fait plus de 6 000 morts et 300 000 personnes seraient déplacées. Aujourd'hui, si la phase violente du conflit a disparu, la situation n'est pas encore stabilisée, des altercations violentes peuvent resurgir. Ce conflit traduit les difficultés qu'a la société civile zaïroise à se réguler lorsque l'État perd ses

capacités régaliennes : l'État assurant la gestion autoritaire et néopatrimoniale des conflits sous le mobutisme, devient aujourd'hui une « jachère étatique » où s'engouffrent toutes les stratégies politiciennes et où éclatent les contradictions de la société civile.

Depuis longtemps cette zone de l'est du Zaïre est marquée par de fortes tensions entre populations d'origines ethniques différentes. Il y a eu par le passé des affrontements sporadiques. Le contexte de cet affrontement s'éclaire en considérant deux éléments :

— dans cette région coexistent des populations qui n'ont pas

encore réalisé leur unité régionale. Les populations d'origine banyarwanda sont perçues par les autres populations comme des populations non zaïroises. Bien que ces populations aient été pour la plupart, depuis très longtemps présentes dans cette région, elles sont considérées comme des populations étrangères provenant de migrations clandestines. Les rumeurs alimentent l'imaginaire en formulant les objectifs les plus sanglants qu'auraient ces populations : constitution du grand Rwanda, extermination des enfants des autres ethnies...

— des problèmes de gestion économique différente de la terre et des ressources. Pour *Mahano* n° 22, bulletin de liaison de l'ONG Groupe d'études et d'actions pour le développement (GEAD) de Goma, « *la question de fond reste celle des enjeux fonciers. Trois quart des terres de Masisi restent occupées par le bétail avec une densité de 111 hab au km²* ».

Le problème de la terre est posé dans les zones densément peuplées. L'élevage pratiqué par les grands ranches suscite la réprobation d'une population sans terre ou ayant insuffisamment de terre. Mais cela se cristallise non sur le rapport social (possession de la terre), mais sur le rapport culturel (origine du propriétaire). Les propriétaires deviennent tous des Tutsis et tous les Tutsis sont des propriétaires qui avec les Hutus privent les autres populations de terre.

La phase de démocratisation de l'État a réactivé le conflit sous de nouvelles formes. Le problème de la représentation des populations rendue nécessaire par la délégation de pouvoir a mis au premier plan pour chaque population la question de sa reconnaissance et de son

poids. Le vieux débat sur la nationalité zaïroise a réapparu. La nomination à la Conférence nationale souveraine (CNS) a déjà donné lieu à des manœuvres pour empêcher la représentation de certains groupes. Les Banyarwanda tutsis n'ont pu être représentés devant l'alliance des Hunde, Nande et Hutu, puis les délégués de ces derniers ont été invalidés pour finalement réussir à obtenir quatre représentants au Haut Conseil de la République (HCR). La CNS devant statuer sur la question de la nationalité, il était important pour les uns d'être présents et pour les autres de les éliminer de façon à les empêcher de défendre leurs positions. Avec la perspective d'élections générales — les Banyarwanda représentent à peu près la moitié de la population, et dans certaines zones plus de 70 % de celle-ci — les manœuvres de positionnement ont recommencé : refus de représentation des populations banyarwanda dans les organes de la transition (Commission nationale des élections, conseil régional...).

A partir de cette situation, chaque groupe a développé des stratégies visant à se garantir une existence dans le nouveau partage :

— d'une part, la Mutuelle (collectivité) agricole des Virunga (MAGRIVI) dominée par les paysans hutu a créé *ex-nihilo* de nouveaux chefs coutumiers. Les divers groupes se sont sentis menacés dans leur avenir et ont été réceptifs à toutes les ouvertures violentes : « *La mutuelle a rejeté l'autorité locale et crée une sorte de pouvoir parallèle* » (C. Braeckman, « Le Zaïre a feu et à sang en de vastes régions », *Le Monde Diplomatique*, septembre 93) ;

— d'autre part, le gouverneur de région a procédé à la mutation

des chefs de postes et des gendarmes dans les zones de Walikale et de Masisi. Ceux-ci ont été remplacés par des gendarmes de la région d'origine d'ethnique nande, hunde et ryanga. Malgré la demande de nommer des gendarmes d'autres régions, l'autorité régionale a persisté dans sa nomination. Pour la population banyarwanda, la gendarmerie est devenue clairement la force armée des pouvoirs traditionnels. Comme le déclarait l'évêque de Goma le 11 mai, « *ces gendarmes constituaient plutôt une milice spéciale des chefs coutumiers, chargés de brimer les initiatives du peuple dans ses efforts de démocratisation* ».

Le cadre de l'affrontement était fixé. La rupture d'équilibre des pouvoirs locaux, l'absence de confiance en la force policière locale donnaient un espace pour l'issue violente. A la faveur de provocations, celle-ci s'est produite. Comme toujours dans un tel conflit, les exactions de l'un des camps, ont entraîné les exactions de l'autre camp. Cela a coagulé deux blocs face à face qui se protègent et s'enferment dans leurs positions.

Les représentants du pouvoir mobutiste qui ont vu, le conflit venir, n'ont rien fait pour le désamorcer. Au contraire, ils ont activé celui-ci en mutant les gendarmes et refusant de surseoir aux nominations, en encourageant la MAGRIVI à se soustraire des pouvoirs traditionnels, et en entretenant ces rumeurs. Ces responsables semblent avoir repris à leur compte, ce qui, au Nord-Kivu, a été baptisé « plan Myamwisi » : prouver que

sans Mobutu, le Zaïre est ingouvernable et que la démocratie divise les ethnies.

Les événements ont eu pour conséquence de déstabiliser la région :

— en termes de réfugiés : un nombre important de personnes s'agglutine autour de Goma ;

— en termes économiques : les systèmes agraires sont déstructurés (retard des semis, destruction des cultures et du bétail), les systèmes de commercialisation et d'approvisionnement ne fonctionnent plus : pénuries et hausses de certaines denrées (viande, lait, manioc...). Devant cela, l'aide humanitaire a mis en place des programmes d'urgence ;

— en termes de sécurité : des bandes armées se sont organisées pour défendre chaque groupe, elles ont obtenu facilement des armes de guerre et des munitions qui circulent dans la région à la faveur de conflits voisins.

La solution politique paraît dans le cours terme difficile à trouver. Le fossé entre les communautés s'est élargi à la faveur des violences, et des phénomènes de séparations ethniques ont profondément divisé les populations. Le pouvoir actuel, ne semble pas très pressé de résoudre les causes de ce conflit ; au contraire, il semble le préserver pour en tirer tout avantage au moment opportun, comme les volcans qui dans cette région sont toujours en éveil, parfois ils se réactivent et modifient le paysage, les terres, et les hommes...

Jean-Pierre Pabanel